

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°78 | 155^e année | CHF 3.00

BRÉSIL

Un saccage bientôt légal?



Depuis l'élection de M. Bolsonaro, la surface du territoire yanomami saccagé par les chercheurs d'or clandestins a été multipliée par trois. LDD

9 Depuis l'arrivée de Jair Bolsonaro à la tête du Brésil, l'activité minière explose sur le territoire des Yanomami. La principale ethnie d'Amazonie assiste à la pollution et à la destruction de ses terres par des chercheurs d'or clandestins qui œuvrent dans une impunité quasi totale. Pire, une loi en voie d'adoption pourrait même légaliser ce pillage.

éditorial
PHILIPPE BACH
CLIMAT:
LA BNS SE
FAIT PRIER

3

La Banque nationale suisse (BNS) qui se réunit vendredi en assemblée générale joue un jeu étrange. Elle ne s'estime nullement liée par les engagements pris par la Suisse en matière de réduction des gaz à effet de serre et plus particulièrement le respect des objectifs fixés par l'Accord de Paris. Et le pouvoir politique, de son côté, refuse de lui mettre la pression au nom de l'autonomie de l'établissement.

On avait déjà observé le problème au niveau de la politique monétaire de l'établissement national qui fait la part belle à la lutte contre l'inflation tout en laissant la problématique de l'emploi dans un angle mort. Mais lorsqu'il est question de climat, on parle carrément de survie de l'humanité. Or, la BNS investit des milliards de francs dans des énergies polluantes. Une étude menée en 2016 par les Artisans de la transition évaluait à 6,6 milliards de francs les sommes investies aux seuls Etats-Unis. Selon cette étude, cela augmenterait d'un multiple de dix les émissions de gaz à effet de serre de la Suisse.

La BNS utilise certains subterfuges dans ce domaine, notamment pour contourner les quelques engagements climatiques pris sur le papier. Ainsi, elle s'interdit de prendre des participations dans les sociétés dont l'extraction de charbon est l'activité principale; mais elle ne

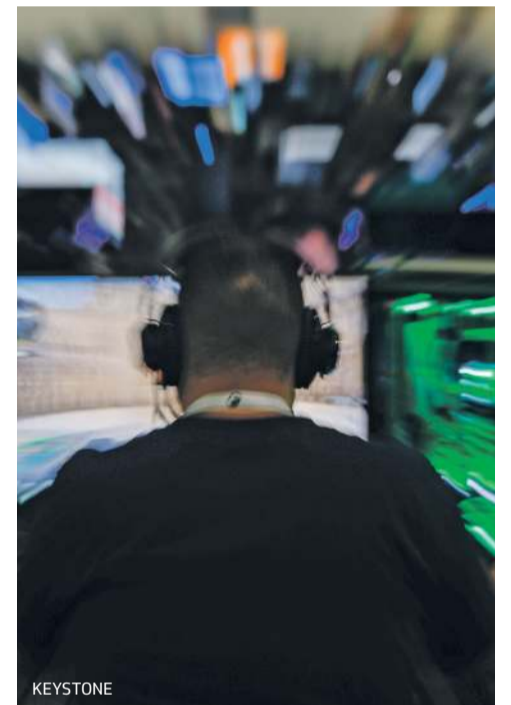
dédaigne pas celles où cette activité s'inscrit dans un cadre plus diversifié.

Une campagne a été menée par les milieux climatiques – l'Action climatique et Breakfree – pour peser sur la banque centrale suisse via les cantons en les enjoignant à agir pour décarboner leurs investissements. Notamment en demandant la convocation d'une assemblée générale extraordinaire. Les choses bougent. Mais lentement. Le canton de Vaud a interpellé l'an passé la BNS. Genève s'est fait un peu prier. Hier, le canton du bout du lac, poussé par les associations vertes, est enfin sorti – un peu – de sa réserve. En exprimant «le besoin de connaître les mesures qui ont été prises à ce jour dans ce domaine». Il a également demandé à être informé des objectifs et du calendrier de réalisation que s'est fixés la BNS en matière de décarbonisation de ses actifs propres.

C'est maigre. Pas de quoi faire trembler la vénérable institution. Cette affaire fait penser aux longues luttes par voie d'initiative, de recours et de manifestations qu'il a fallu mener pour que se mette en place une véritable politique antinucléaire. Celle-ci est aujourd'hui pleinement assumée. A l'époque, Lausanne et Genève avaient su s'entendre. On serait en droit d'attendre un même volontarisme pour le climat. |

4 CYBERSÉCURITÉ

Vaud chasse les failles informatiques avec l'aide de **hackers**



KEYSTONE

7 JURA

Craignant un rejet du texte, les élu·es vert·es ont opté pour reporter le vote sur le fonds **climat**.

8 SUISSE

La perspective de voir croître le nombre de dons d'**organes** grâce à la nouvelle loi fait débat.

10 UKRAINE

Selon plusieurs sources occidentales, les troupes russes sont à la peine dans le **Donbass**.



L'activité minière illégale a explosé sur le territoire de la principale ethnie d'Amazonie depuis l'élection de Jair Bolsonaro. Une loi fédérale en voie d'adoption pourrait même légaliser le saccage en cours

L'étai se resserre sur les Yanomami

BENITO PEREZ

Brésil ► La situation des Yanomami du Brésil se dégrade rapidement. L'avertissement que le militant brésilo-suisse Silvio Cavuscens et le représentant amérindien Mauricio Iximaweteri sont venus porter à Genève est des plus limpides. Depuis l'arrivée de Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil le 1^{er} janvier 2019, le principal peuple amazonien constate une augmentation sans précédent des atteintes illégales à son territoire sis tout au nord du Brésil¹, signe d'une frontière verte toujours plus perméable aux industries minières et agraires, ont-ils expliqué lundi soir devant le nombreux public d'Uni-Mail (lire ci-dessous). Ils ont averti celui-ci d'un nouveau danger imminent: la probable adoption par le parlement d'une loi qui légaliserait ces activités extractives en territoire autochtone.

Depuis son village de Santa Isabel do Rio Negro, à sept jours de pirogue de Manaus, Mauricio Iximaweteri a entrepris le voyage à Genève, une question chevillée au cœur: «Pourquoi les Naps (Blancs ou étrangers) nous menacent-ils? Pourquoi ont-ils des droits que nous n'avons pas?» égrène-t-il, calmement. L'indignation à peine perceptible tant la voix est douce.

Destructions record

Agent de santé communautaire depuis deux décennies, Mauricio Iximaweteri a appris le portugais et s'est investi dans Kurikama, l'association des Yanomami du rio Marauia, l'une des huit composantes du Forum des leaders yanomami du Brésil. Une organisation qui veille à l'entente au sein de cette ethnie aux six idiomes et 350 villages semi-nomades disséminés sur un territoire deux fois plus étendu que la Suisse, mais qui défend aussi ses droits face à un monde extérieur toujours plus intrusif. Un péril qui prend la forme, le plus souvent, de mines d'or sauvages à ciel ouvert.

Depuis l'élection de M. Bolsonaro, la surface du territoire yanomami saccagé par les *garimpeiros* – les chercheurs d'or clandestins – a été multipliée par trois. L'impunité quasi totale garantie par le gouvernement fédéral et de nombreux caciques locaux y est pour beaucoup, mais cette avancée brutale témoigne aussi d'une collaboration logistique de plus en plus poussée entre l'industrie extractive illégale et les narcotrafiquants. Selon Silvio Cavuscens, pas moins de quarante pistes d'atterrissage ont été repérées sur le territoire yanomami et quarante-quatre sur son pourtour. De quoi permettre aux mineurs d'assurer aisément leur approvisionnement au cœur de la jungle.

Et le mouvement s'accélère. Le rapport de l'association Hutukara Yanomami documente la destruction de plus de mille hectares pour la seule année 2021, un record pour cette «réserve» délimitée il y a plus de trente ans.



Les mines d'or sauvages s'étendent rapidement dans les réserves indigènes. Une catastrophe pour les Yanomami et pour l'ensemble de l'Amazonie, les territoires indiens étant les mieux préservés de la déforestation. LDD



«Des Yanomami ont peur des esprits, ils ne comprennent pas pourquoi leur monde est bouleversé»

Silvio Cavuscens

Pour certaines communautés, l'habitat dégradé rime déjà avec privations alimentaires.

Pollution au mercure

A ce constat désolant s'ajoutent des pollutions moins visibles. Comme celle causée par le mercure, utilisé pour extraire l'or, qui rend déjà l'eau de certains affluents du Rio Branco inconsommable, dans l'Etat du Roraima, à l'est du pays yanomami. «Sans eau, personne ne peut vivre, pas même les Naps», s'étonne Mauricio Iximaweteri.

Compagnon de longue date des Yanomami, Silvio Cavuscens décrit «une immense violence» exercée sur ces communautés. De façon directe, puisqu'il n'est pas rare de croiser des *garimpeiros* surarmés, qui représentent un risque particulièrement fort pour les jeunes filles. Mais également de façon symbolique,

notamment lorsque le soudoiment d'autorités traditionnelles sape la cohésion des groupes. L'incompréhension et le trouble s'installent. «Des Yanomami ont peur des esprits de la forêt, ils ne comprennent pas pourquoi leur monde est ainsi bouleversé», explique le Suisse installé au Brésil, fondateur en 1991 de l'ONG Service et coopération avec le peuple Yanomami (Secoya).

Ces intrusions renforcent la pression du monde extérieur sur la société yanomami, disséminant «les maladies des Blancs», l'alcool ou d'autres «objets» apportés par les Naps, dont l'attraction qu'ils exercent sur les jeunes indigènes pourrait mettre en péril leur forme de vie frugale et communautaire.

Signes d'espoir

A plus court terme, les Yanomami ont une autre crainte très

concrète: un projet de loi, d'ores et déjà approuvé par la chambre basse du parlement, prévoit de lever l'interdiction des industries extractives sur les territoires autonomes amérindiens. Et il y a fort à parier que le sénat suivra bientôt.

L'argument, soufflé par les multinationales? Une «réglementation» des activités minières en pays autochtone serait moins dommageable que leur pratique anarchique actuelle. Or, relève Greenpeace, la protection communautaire de l'Amazonie a bel et bien servi de rempart au saccage de la forêt primaire. Entre 1985 et 2019, calcule l'ONG, seulement 1,6% de la déforestation au Brésil a eu lieu dans les réserves.

Pour les organisations indigènes, la position de Brasilia est purement cynique. Au vu de l'impunité totale dans laquelle œuvrent aujourd'hui les *garimpeiros*, personne n'imagine que les garde-fous inscrits dans la loi pourraient être respectés. A six mois de l'élection présidentielle, l'adoption de la loi 191/2020 représenterait au contraire l'aboutissement d'un mandat que Jair Bolsonaro avait initié en félicitant les Etats-Unis d'avoir réglé la question indigène dès le XIX^e siècle!

Silvio Cavuscens voit pourtant des signes d'espoir. La rencontre à la mi-avril de 8000 indigènes à Brasilia sous l'emblème «Terre libre» témoigne, selon lui, de la détermination intacte des peuples premiers à relancer une lutte trop longtemps entravée par la



«Sans eau, personne ne peut vivre, pas même les Blancs»

Mauricio Iximaweteri

menace sanitaire. D'autant que l'année est électorale, avec des scrutins présidentiels et législatifs cet automne sur lesquels les organisations indigènes comptent bien peser. Ainsi, le fait que 90% des députés de l'Etat d'Amazonas aient voté la loi 191/2020 ne serait pas passé inaperçu... I

¹ Lire également notre édition du 5 novembre 2021.

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

Solidarité et responsabilité suisse

Une conférence (lire-ci-contre), une exposition et une table ronde. A l'occasion du 60^e anniversaire du Mouvement pour la coopération internationale (MCI), les soutiens genevois des Yanomami¹ se sont mobilisés pour donner de la visibilité à leurs deux invités «venus demander à la Suisse de faire pression sur le gouvernement brésilien», indique le coordinateur de Secoya, Silvio Cavuscens.

Plateforme mondiale du raffinage de l'or, siège de la multinationale minière brésilienne Vale et de nombreuses autres sociétés extractives, la Suisse n'est en outre pas exempte de responsabilités dans le mal-développement amazonien. L'exposition réalisée par le Collège du Soir et visible jusqu'à la fin de la semaine dans le hall d'Uni-Mail le rappelle et le documente. Plusieurs interventions en-

tendues lundi dans la salle ont souligné les risques pour l'Amazonie si la Suisse et l'UE venaient à ratifier leurs traités de libre-échange négociés avec le Mercosur.

Ce soir, dès 19h, une table ronde explorera les voies de la solidarité concrète avec le peuple yanomami. Outre le porte-parole indigène Mauricio Iximaweteri et le coordinateur de l'ONG Secoya participeront à la discussion Aurélien Stoll, secrétaire général du Mouvement pour la coopération internationale, une association active de très longue date auprès des Yanomami, et Luisa Cruz Hefti, de la Fédération genevoise de coopération. **BPZ**

¹ Outre le MCI, il s'agit d'E-Change, d'AYA (Appui au peuple Yanomami d'Amazonie), de la Fédération genevoise de coopération et de la Ville de Genève.